



DÉMÉTRO... POLITISATION

Nous y voilà ! Le symbole voulu par notre ministre a abouti : 50 villes (voir au verso) accueilleront donc à partir de 2021 des personnels de la DGFIP dans le cadre de la démétropolisation.

418 collectivités (villes ou communautés de communes ou d'agglomérations) de 84 départements ont candidaté. Seules 250 collectivités remplissaient les critères de recevabilité portant sur le tissu socio-économique, le potentiel immobilier, les conditions d'accueil des agents et de leurs familles ainsi que les conditions d'implantation des services.

De l'analyse de ces offres est donc sortie un premier lot de 50 collectivités ayant le meilleur score, elles seront suivies de 20 autres après les municipales, sachant qu'une quarantaine de collectivités figurent en liste complémentaire.

Si la désignation des services implantés est une prérogative pleine et entière de notre administration, le choix des collectivités retenues dépasse largement le cadre de la DGFIP et implique élus demandeurs, le ministère de la Cohésion des territoires ainsi que les Préfets.

Le volume d'emplois délocalisés s'élève à 2 500 agents pour la DGFIP qui proviendraient pour 1 500 d'Ile de France (dont 500 de Paris) et 1 000 des grandes métropoles (Lyon, Marseille etc...).

Le Directeur Général s'est engagé à ne faire aucune mobilité forcée. Si tel est le cas, certains lauréats de concours se verraient donc fléchés sur les sites retenus ?

F.O.-DGFIP prend acte de cette volonté de redynamiser certains bassins de vie.

Pour autant de larges zones d'ombre subsistent :

- ▶ Quels agents iront et quels services seront implantés ?
- ▶ Quel effectif par collectivité ? 50 agents en moyenne ?
- ▶ En quoi l'implantation de service support ou d'appui ou réglementaires améliore-t-il l'offre de service public à ces collectivités ?
- ▶ Cette implantation d'emplois compense-t-elle l'impact négatif du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) ?
- ▶ Les collectivités ultra marines et corses sont absentes, pourquoi ?
- ▶ Quel calendrier ? le Ministre affirmant que « s'il faut expliquer aux élus qu'on prendra 2 à 3 ans de plus, on le fera » ;
- ▶ Quel dispositif indemnitaire pour les primo affectés et/ou pour les « délocalisés » ?

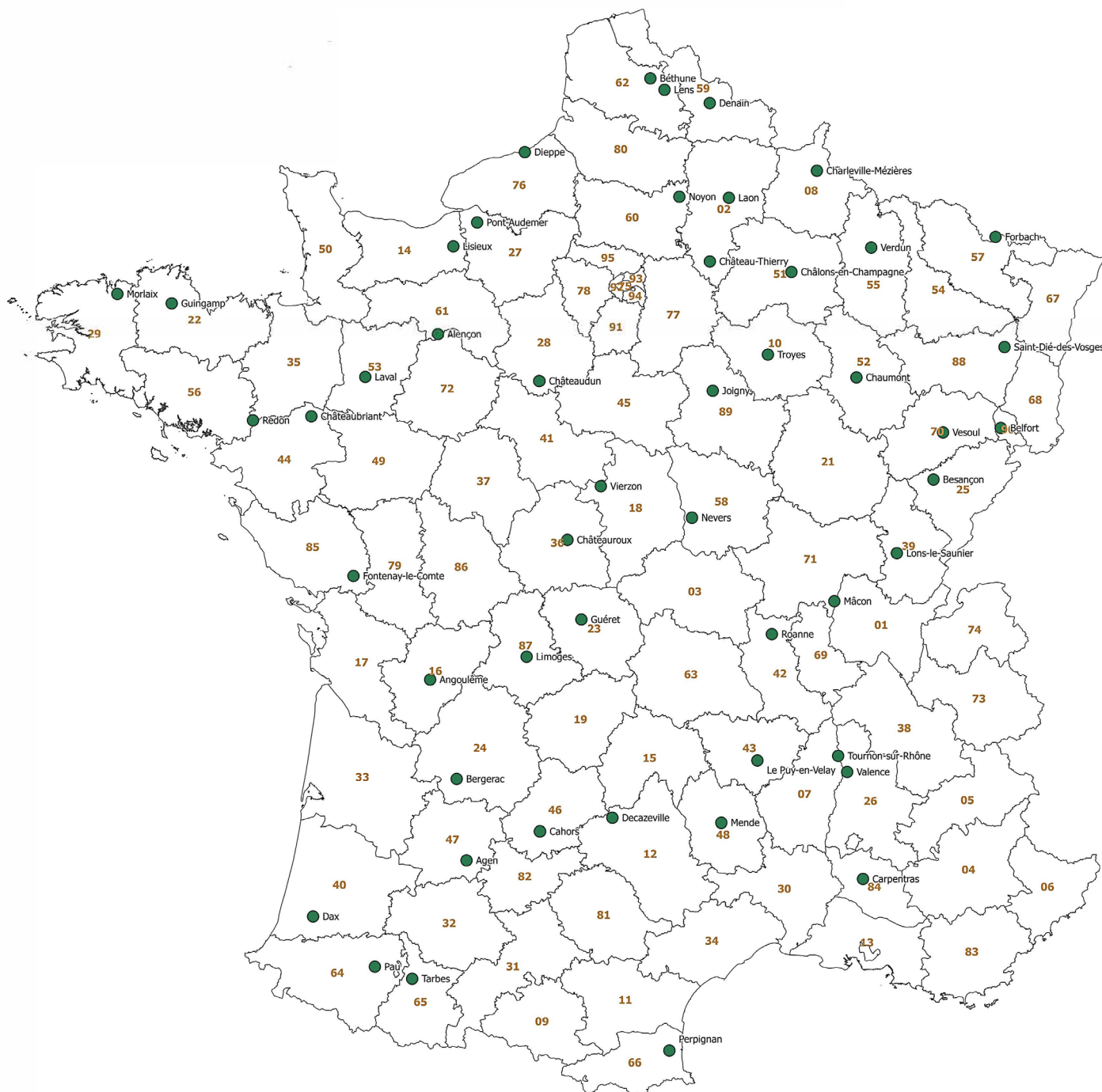
Comment ne pas voir non plus dans cette annonce, opportunément tombée à 46 jours du 1^{er} tour des municipales, un vaste coup politique pour le gouvernement ? Relié à l'opération « promotion de la suppression de la TH », la ficelle est grosse.

Quant aux 16 présidents de conseils départementaux signataires de chartes NRP qui, pour beaucoup, ont passé outre la bronca des élus locaux, eh bien tous n'ont pas gagné. Seuls 7 font partie des heureux élus au titre de la démétropolisation.

Pour **F.O.-DGFIP**, l'instrumentalisation, le symbole et la volonté de réduire les coûts immobiliers de l'État sont au moins aussi présents dans cette opération que la meilleure qualité de vie offerte aux agents des grandes métropoles appelés à migrer.

La défense du service public et de ses personnels passe par le retrait du plan DARMANIN

LISTE DES COLLECTIVITÉS RETENUES EN JANVIER 2020 POUR ACCUEILLIR DES SERVICES DE LA DGFIP



47	Agen	08	Charleville-Mézières	85	Fontenay-le-Comte	14	Lisieux	35	Redon
61	Alençon	02	Château-Thierry	57	Forbach	39	Lons-le-Saunier	42	Roanne
16	Angoulême	44	Châteaubriant	23	Guéret	71	Mâcon	88	Saint-Dié-des-Vosges
90	Belfort	28	Châteaudun	22	Guingamp	48	Mende	65	Tarbes
24	Bergerac	36	Châteauroux	89	Joigny	29	Morlaix	07	Tournon-sur-Rhône
25	Besançon	52	Chaumont	02	Laon	58	Nevers	10	Troyes
62	Béthune	40	Dax	53	Laval	60	Noyon	26	Valence
46	Cahors	12	Decazeville	43	Le Puy-en-Velay	64	Pau	55	Verdun
84	Carpentras	59	Denain	62	Lens	66	Perpignan	70	Vesoul
51	Châlons-en-Champagne	76	Dieppe	87	Limoges	27	Pont-Audemer	18	Vierzon